

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1977 Nr. 128

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Mali betreffende samenwerking bij de uitvoering van
een project ter bestudering van de mogelijkheden voor rationeel
wildgebruik in de Sahel;
Bamako, 31 mei 1977*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Mali
relative à la coopération concernant la mise en oeuvre d'un projet
d'étude des possibilités d'utilisation rationnelle du gibier au Sahel**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et
le Gouvernement de la République du Mali
(dénommés ci-après „Les Parties Contractantes”),

Désireux de renforcer les liens d'amitié qui unissent leurs peuples
et d'étendre en général les bonnes relations entre leurs pays;

Désireux de coopérer dans le cadre d'un projet d'étude des possibi-
lités d'utilisation rationnelle du gibier au Sahel;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Buts et durée du projet

1. Les Parties Contractantes s'engagent à coopérer dans le cadre
d'un projet visant l'étude des possibilités d'utilisation rationnelle du
gibier au Sahel (dénommé ci-après „le Projet”).

2. Les buts généraux du Projet sont:

- étudier la faisabilité, l'achat et l'opportunité de l'exploitation rationnelle du gibier;
- rassembler des données sur les possibilités d'utilisation du gibier comme source (principale) de protéines pour la population concernée;
- intégrer les méthodes d'exploitation dans la population locale;
- étudier les possibilités d'élevage et de „ranching” du gibier;
- contribuer à la constitution de zones-tampons écologiques.

3. Les buts seront réalisés par les moyens exposés dans le Plan d'Action visé à l'Article VIII.

4. La durée du Projet est prévue dans une première phase pour une durée de trois années.

Article II

Contributions de chaque Partie Contractante

1. Le Gouvernement des Pays-Bas s'engage:

- à fournir le personnel néerlandais nécessaire à l'exécution des travaux prévus dans le Projet;
- à fournir le matériel, y compris les véhicules nécessaires à l'exécution du Projet, et à payer les frais de transport, d'entretien, d'assurance et d'utilisation;
- à payer les frais inhérents à la formation de Maliens, prévue dans le Plan d'Action.

La valeur de la contribution néerlandaise sera de 3,5 millions de florins.

Toutefois cette contribution pourrait être réajustée en fonction d'inflation.

2. Le Gouvernement du Mali s'engage:

- à faciliter le recrutement du personnel malien nécessaire à l'exécution des tâches prévues dans ce Projet;
- à fournir les bâtiments et terrains nécessaires à l'exécution du Projet;
- à prendre en général toutes les mesures favorables à l'exécution du Projet.

Article III

Mesures à prendre par le Gouvernement du Mali en faveur du personnel néerlandais

Dans le cadre de ce Projet le Gouvernement du Mali:

a. exemptera les rémunérations versées par le Gouvernement néerlandais au personnel néerlandais de tout impôt et autres charges fiscales;

b. exemptera le personnel néerlandais des droits d'importation et de douane sur les meubles et objets personnels neufs ou usagés ainsi que sur l'équipement professionnel importés au Mali dans les six mois suivant leur arrivée ou celle des membres de leur famille, à condition que ces biens soient réexportés du Mali au moment du départ ou dans le délai convenu avec le Gouvernement malien;

c. accordera le bénéfice de l'importation temporaire au personnel néerlandais pour les véhicules automobiles lors de leur prise de service au Mali ou dans les six mois après leur installation conformément à la législation en vigueur au Mali.

Toutefois si la durée du Projet l'exige, le Gouvernement du Mali pourra par dérogation accorder une prolongation de l'immatriculation temporaire;

d. prendra des mesures en vue de la délivrance à titre gratuit, de visas d'entrée et de permis de travail au personnel néerlandais qui sera employé par le Gouvernement néerlandais pour exécuter le Projet;

e. accordera son plein appui au personnel néerlandais dans l'exécution de sa tâche;

f. exemptera le personnel néerlandais ou les membres de leur famille des obligations de service national;

g. accordera au personnel néerlandais pour toutes rémunérations versées par les autorités néerlandaises les facilités de change les plus favorables, notamment des comptes externes;

h. offrira au personnel néerlandais et à leurs familles des facilités de rapatriement en période de crise nationale ou internationale;

i. accordera au personnel néerlandais l'immunité de juridiction en ce qui concerne toute parole dite ou écrite et en ce qui concerne tout acte exécuté par ce personnel dans l'exercice de ses fonctions.

Toutefois dans le cadre du présent Article le personnel néerlandais et les membres de leur famille sont tenus de respecter les institutions maliennes, les lois et règlements en vigueur au Mali.

En cas d'accident de travail entraînant la mort d'un tiers ou des dommages à des biens d'un tiers le Gouvernement malien fournira l'assistance administrative et judiciaire requise pour parvenir à une solution heureuse du problème conformément à la législation en vigueur en République du Mali.

Article IV

Mesures à prendre par le Gouvernement du Mali pour l'équipement néerlandais

Le Gouvernement du Mali exemptera de tout droit d'importation et d'exportation et autres charges fiscales l'équipement (y compris

les véhicules à moteur) et autres biens fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet.

Article V

Statut du personnel néerlandais

1. Les autorités néerlandaises désigneront un chef d'équipe qui sera responsable à l'égard des autorités néerlandaises, de l'assistance néerlandaise au Projet.

2. Pour l'exécution des activités dans le cadre du Projet, le chef d'équipe procédera régulièrement à des consultations avec le Gouvernement du Mali ou avec les autorités désignées par ce Gouvernement et se conformera aux instructions opérationnelles données par le Gouvernement ou par les autorités compétentes dans la mesure où elles sont compatibles avec les buts du Projet.

3. Le Gouvernement du Mali fournira au personnel néerlandais toute information que ce dernier considère indispensable à l'exécution efficace des activités du Projet.

4. Le Gouvernement du Mali peut demander au Gouvernement néerlandais de rappeler un ou plusieurs membres du personnel néerlandais si la conduite professionnelle ou personnelle de la personne ou des personnes concernée(s) justifie une telle mesure.

Article VI

Equipement néerlandais

Tous les équipements et matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du Projet seront transférés au Gouvernement du Mali à la fin du Projet.

Article VII

Autorités compétentes et autorités exécutives

1. L'autorité compétente néerlandaise est le Ministre pour la Coopération au Développement.

L'autorité compétente malienne est le Ministre du Développement Rural.

2. Chaque autorité compétente a le droit de déléguer en tout ou en partie les responsabilités dans le cadre de ce Projet.

3. L'autorité compétente néerlandaise désignera la Direction de l'Assistance Technique Internationale du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères comme autorité exécutive néerlandaise.

L'autorité compétente malienne désignera la Direction Nationale des Eaux et Forêts comme autorité exécutive malienne.

Article VIII

Plan d'Action

1. Les autorités compétentes des deux Parties établiront un Plan d'Action indiquant en détail la contribution de chaque Partie, les tâches des experts, la description de leur travail, la durée de leur détachement et la description de l'équipement et du matériel devant être mis à sa disposition.

Le Plan d'Action comprendra un budget détaillé de la contribution de chaque Partie, un programme de priorité, un calendrier des activités et des listes de l'équipement et du matériel devant être fourni par chaque Partie.

2. Le Plan d'Action sera considéré comme partie intégrante de la présente Convention.

3. Le Plan d'Action peut être modifié d'un commun accord entre les autorités exécutives.

Article IX

Rapports

Le chef d'équipe et son homologue malien soumettront aux deux autorités exécutives un rapport trimestriel en langue française sur l'avance des travaux dans le cadre du Projet.

A la fin du Projet, ils soumettront à toutes les parties concernées un rapport final en langue française sur tous les aspects des travaux effectués dans le cadre du Projet.

Article X

Evaluation

Deux ans et demi après le début du Projet, les Parties Contractantes procéderont à l'évaluation à mi-chemin du Projet.

Article XI

Différends

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera réglé par voie diplomatique.

Article XII

Dispositions finales

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les deux Gouvernements se notifieront par écrit qu'il a été satisfait aux procédures requises par les constitutions des deux pays, avec effet rétroactif à partir du premier Janvier 1977.

2. La présente Convention demeurera en vigueur pour une période de trois ans.

Elle sera prorogée par tacite reconduction pour une période de deux ans à moins la dénonciation par l'une des Parties Contractantes, trois mois avant la fin de la période des trois années. Chaque Gouvernement aura toutefois le droit de dénoncer la Convention à tout moment avec un préavis de trois mois.

3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Bamako, le 31 mai 1977 en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas*

(s.) E. E. S. DE JONGH

*Pour le Gouvernement de la
République du Mali*

(s.) Ch. S. SISSIKO

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Republiek Mali betreffende samenwerking bij de uitvoering
van een project ter bestudering van de mogelijkheden voor
een rationeel wildgebruik in de Sahel**

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en

De Regering van de Republiek Mali

(hierna te noemen „de Overeenkomstsluitende Partijen”),

Verlangend de vriendschapsbanden die hun volken verenigen aan te halen en in het algemeen de goede betrekkingen tussen hun landen uit te breiden;

Verlangend samen te werken in het kader van een project ter bestudering van de mogelijkheden voor een rationeel wildgebruik in de Sahel;

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

Doelstellingen en duur van het project

1. De Overeenkomstsluitende Partijen verbinden zich ertoe samen te werken in het kader van een project ter bestudering van de mogelijkheden voor een rationeel wildgebruik in de Sahel (hierna te noemen „het Project”).

2. De algemene doelstellingen van het project zijn:

- een studie te maken van de uitvoerbaarheid en de wenselijkheid van een rationele wildexploitatie alsmede van aanschaffingen ten behoeve daarvan;
- gegevens te verzamelen over de mogelijkheden voor het gebruik van wild als (voornaamste) bron van eiwitten voor de betrokken bevolking;
- de plaatselijke bevolking vertrouwd te maken met de exploitatiemethoden;
- de mogelijkheden te bestuderen voor het fokken en de „ranching” van wild;
- bij te dragen aan de vorming van ecologische bufferzones.

3. De doelstellingen worden verwezenlijkt door de werkzaamheden zoals aangegeven in het Werkplan bedoeld in artikel VIII.

4. De duur van het project is voorshands bepaald op drie jaar.

Artikel II

Bijdragen van iedere Overeenkomstsluitende Partij

1. De Nederlandse Regering verbindt zich ertoe:

- het Nederlandse personeel beschikbaar te stellen nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden bedoeld in het project;
- het voor de uitvoering van het project benodigde materiaal, met inbegrip van de voertuigen, te verschaffen en de kosten van vervoer, verzekering, onderhoud en gebruik te betalen;
- de kosten te betalen die verband houden met de in het Werkplan bedoelde opleiding van Malinezen.

De waarde van de Nederlandse bijdrage beloopt 3,5 miljoen gulden.

Deze bijdrage kan evenwel op grond van inflatie worden aangepast.

2. De Regering van Mali verbindt zich ertoe:

- de werving te bevorderen van het benodigde personeel voor de uitvoering van de taken bedoeld in het project;
- de benodigde gebouwen en terreinen beschikbaar te stellen voor de uitvoering van het project;
- in het algemeen alle maatregelen te nemen waardoor de uitvoering van het project kan worden bevorderd.

Artikel III

Maatregelen te nemen door de Regering van Mali ten behoeve van het Nederlandse personeel

In het kader van dit project zal de Regering van Mali:

- a) de vergoedingen die door de Nederlandse Regering aan het Nederlandse personeel worden betaald, vrijstellen van alle belastingen en andere fiscale heffingen;
- b) de Nederlandse personeelsleden vrijstellen van invoer- en douanerechten op nieuw of gebruikt huisraad en nieuwe of gebruikte persoonlijke bezittingen alsmede op de beroepsuitrusting in Mali ingevoerd binnen zes maanden na hun aankomst of de aankomst van hun gezinsleden, mits deze goederen weer uit Mali worden uitgevoerd bij het vertrek of binnen een met de Regering van Mali overeen te komen termijn;
- c) de Nederlandse personeelsleden een tijdelijke invoervergunning geven voor de motorvoertuigen bij hun indiensttreding in Mali of binnen zes maanden na hun vestiging overeenkomstig de in Mali van kracht zijnde wetgeving.

Indien de duur van het project zulks eist, kan de Regering van Mali evenwel bij wijze van uitzondering een verlenging van deze tijdelijke registratie toestaan;

d) maatregelen treffen om kosteloos inreisvisa en werkvergunningen te verschaffen aan het Nederlandse personeel dat door de Nederlandse Regering wordt aangesteld ten behoeve van de uitvoering van het project;

e) het Nederlandse personeel volledig steunen bij de uitvoering van zijn taak;

f) de Nederlandse personeelsleden of hun gezinsleden vrijstellen van nationale dienstplicht;

g) het Nederlandse personeel voor alle door de Nederlandse autoriteiten betaalde vergoedingen de gunstigste voorwaarden verlenen voor het wisselen van geld, te weten rekeningen voor niet-ingezetenen;

h) het Nederlandse personeel en de gezinnen daarvan repatriëringsfaciliteiten bieden in tijden van nationale of internationale crisis;

i) het Nederlandse personeel immuniteit van jurisdictie verlenen voor ieder door dit personeel bij de uitoefening van zijn functies gesproken of geschreven woord, en iedere verrichte handeling.

In het kader van dit artikel zijn de Nederlandse personeelsleden en hun gezinsleden verplicht de Malinese instellingen alsmede de in Mali van kracht zijnde wetten en reglementen te eerbiedigen.

Bij een arbeidsongeval dat de dood van derden of schade aan goederen van derden ten gevolge heeft, verleent de Regering van Mali de administratieve en juridische bijstand nodig voor een bevredigende regeling van de problemen overeenkomstig de in de Republiek Mali van kracht zijnde wetgeving.

Artikel IV

Maatregelen te nemen door de Regering van Mali ten behoeve van de Nederlandse uitrusting

De Regering van Mali stelt de door de Nederlandse Regering in het kader van het project verschaft uitrusting (met inbegrip van motorvoertuigen) en andere goederen vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere fiscale heffingen.

Artikel V

Rechtspositie van het Nederlandse personeel

1. De Nederlandse autoriteiten wijzen een teamleider aan, die aan de Nederlandse autoriteiten verantwoording verschuldigd is voor de Nederlandse bijstand aan het project.

2. Voor de uitvoering van de werkzaamheden in het kader van het project overlegt de teamleider regelmatig met de Regering van Mali of met de door die Regering aangewezen autoriteiten en houdt zich aan de door de Regering of door de bevoegde autoriteiten gegeven operationele instructies, voor zover deze te verenigen zijn met de doelstellingen van het project.

3. De Regering van Mali verstrekt het Nederlandse personeel alle inlichtingen die dit personeel noodzakelijk acht voor de doeltreffende uitvoering van de werkzaamheden van het project.

4. De Regering van Mali kan de Nederlandse Regering verzoeken één of meer leden van het Nederlandse personeel terug te roepen indien het gedrag bij de beroepsuitoefening of het persoonlijk gedrag van de betrokken persoon of personen een zodanige maatregel rechtvaardigt.

Artikel VI

Nederlandse uitrusting

De gehele uitrusting en alle materialen die door de Nederlandse Regering worden verschaft in het kader van het project, worden aan het einde van het project overgedragen aan de Regering van Mali.

Artikel VII

Bevoegde en uitvoerende autoriteiten

1. De Nederlandse bevoegde autoriteit is de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking.

De Malinese bevoegde autoriteit is de Minister voor Plattelandsontwikkeling.

2. Iedere bevoegde autoriteit heeft het recht de verantwoordelijkheden in het kader van dit project geheel of gedeeltelijk over te dragen.

3. De Nederlandse bevoegde autoriteit wijst de Directie Internationale Technische Hulp van het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken aan als de Nederlandse uitvoerende autoriteit.

De Malinese bevoegde autoriteit wijst de „Direction Nationale des Eaux et Forêts” aan als de Malinese uitvoerende autoriteit.

Artikel VIII

Werkplan

1. De bevoegde autoriteiten van beide Partijen stellen een Werkplan op waarin nauwkeurig zijn aangegeven de bijdrage van iedere

Partij, de taken van de deskundigen, de omschrijving van hun werkzaamheden, de duur van hun uitzending en de omschrijving van de uitrusting en de materialen die ten behoeve van het project beschikbaar moeten worden gesteld. Het Werkplan omvat een uitvoerige begroting van de bijdrage van iedere Partij, een prioriteitenprogramma, een tijdschema, en lijsten met de uitrusting en de materialen die door iedere Partij beschikbaar moeten worden gesteld.

2. Het Werkplan wordt beschouwd als integrerend deel van deze Overeenkomst.

3. Het Werkplan kan worden gewijzigd in overleg tussen de uitvoerende autoriteiten.

Artikel IX

Verslaggeving

De teamleider en zijn Malinese counterpart leggen ieder kwartaal aan beide uitvoerende autoriteiten een in het Frans gesteld verslag voor over de voortgang van de werkzaamheden in het kader van het project.

Aan het eind van het project leggen zij aan alle betrokken partijen een in het Frans gesteld eindverslag voor over alle aspecten van de werkzaamheden die zijn uitgevoerd in het kader van het project.

Artikel X

Evaluatie

Twee en een half jaar na het begin van het project wordt door de Overeenkomstsluitende Partijen een evaluatie gemaakt van de eerste helft van het project.

Artikel XI

Geschillen

Ieder geschil met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van deze Overeenkomst wordt langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel XII

Slotbepalingen

1. Deze Overeenkomst treedt, met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1977, in werking op de datum waarop beide regeringen elkaar schriftelijk hebben medegedeeld dat aan de constitutioneel vereiste procedures van beide landen is voldaan.

2. Deze Overeenkomst blijft van kracht voor een periode van drie jaar en wordt stilzwijgend verlengd met een periode van twee jaar, tenzij de Overeenkomst drie maanden voor het einde van de periode van drie jaar is opgezegd.

Iedere Regering heeft evenwel het recht de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen met een opzegtermijn van drie maanden.

3. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst slechts van toepassing op het Rijk in Europa.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Bamako op 31 mei 1977 in twee exemplaren in de Franse taal.

*Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden*
(w.g.) E. E. S. DE JONGH

*Voor de Regering van de
Republiek Mali*
(w.g.) Ch. S. SISSIKO

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel XII, eerste lid, in werking treden op de datum waarop de beide Regeringen elkaar schriftelijk ervan in kennis hebben gesteld dat aan de door de constituties van de beide landen vereiste procedures is voldaan, en wel met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1977.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel XII, derde lid, alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de vierentwintigste augustus 1977.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL.